FRANCE MONDE

Aujourd'hui

Meeting du président zimbabwéen Robert Mugabe à l'occasion du Jour des héros, sa première prise de parole en public après sa victoire contestée aux élections

En vue

Tunisie : les femmes défendent leurs droits

Une grande manifestation, portant le slogan « La Tunisie est dans mes yeux et mon droit n'est pas une aumône », est prévue ce mardi 13 août à Tunis, à l'occasion de la journée nationale de la femme tunisienne.

A suivre

Comme au temps des tsars

Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a ordonné qu'une gare près de Saint-Pétersbourg, empruntée par des milliers de touristes visitant les anciens palais des tsars, soit renommée comme à l'époque impériale.

à retenir aussi

■ **Des marchés et des cafés étaient visés.** Photo AFP

Irak

Le bilan s'est alourdi

Au final, le bilan des attentats de samedi en Irak s'est alourdi : plus de 60 morts et des centaines de blessés dans des attaques visant notamment des cafés et des marchés à Bagdad alors que la population fêtait la fin du ramadan, le plus meurtrier depuis cinq ans. Les violences quotidiennes se sont intensifiées et font craindre une nouvelle guerre civile alors que plusieurs centaines de prisonniers se sont évadés en juillet à la suite d'un coup de main du réseau.

Roumanie

Vol de chefs-d'œuvre : le procès

Il avait fallu moins de trois minutes aux malfrats pour s'emparer de sept toiles de maîtres exposées au musée Kunsthal de Rotterdam (Pays-Bas)… Le procès de six Roumains accusés de ce spectaculaire vol de tableaux s'ouvrira demain à Bucarest, les enquêteurs redoutant que les Monet, Picasso et Gauguin dérobés dans un musée des Pays-Bas aient été brûlés. La mère du principal accusé avait déclaré aux enquêteurs avoir incinéré les toiles avant de se rétracter.

Malte

Deux touristes français se noient

Deux touristes français, peut-être un père et sa fille de respectivement 53 et 17 ans, se sont noyés sur l'île de Gozo, à Malte. L'accident s'est produit samedi. La jeune fille s'est jetée à l'eau au milieu de fortes vagues. Elle a été emportée par le courant. L'homme a alors tenté de lui venir en aide, mais n'a pas réussi à cause de la mer démontée. Lorsque les secours sont arrivés, ils n'ont pu que repêcher les corps des deux victimes.

Soudan

Combats entre deux tribus

De nouveaux combats entre deux tribus arabes ont fait au moins une centaine de morts samedi au Darfour, région de l'ouest du Soudan où les rivalités tribales alimentent un regain de tension après 10 ans de violences. Les Ma'alia ont perdu 70 morts. Les Rezeigat en ont perdu 30. Les premiers s'attendaient de nouveau à être attaqués par les seconds hier.

Yémen

Attaque près d'un terminal gazier

Un commando d'al-Qaida a lancé hier une attaque meurtrière contre l'armée au Yémen. Cinq soldats ont été tués au niveau d'un point de contrôle de l'armée proche du terminal de Balhaf par des rafales d'arme automatique. Ils étaient chargés de la sécurité autour du terminal -appartenant en partie à Total- par lequel transite l'essentiel des exportations de gaz du Yémen.

Italie

Les six noyés étaient égyptiens

Les six migrants qui se sont noyés samedi près de Catane, en Sicile, étaient Egyptiens. Ils avaient tous entre 17 et 27 ans et ne savaient pas nager. Le plus jeune aurait eu 18 ans le 25 août. 94 rescapés ont été pris en charge. Trois passeurs ont réussi à s'enfuir en se jetant à l'eau.

Economie Les majorités des pays faibles de la zone euro vacillent sous le poids de l'austérité.

Euro : le risque politique

Le frémissement d'optimisme gagne aussi l'Europe, qui rêve d'une prochaine sortie de crise. C'est oublier la fragilité des gouvernements, usés par cinq ans d'austérité.

■ **À Athènes, où des manifestations ont lieu toutes les semaines, devant l'Acropole, les grévistes interpellent les touristes.** Photo AFP

Tout va bien. La Banque centrale est en mode veilleuse, et les Européens du Nord redécouvrent le bonheur de ne rien faire en dépensant leur argent sur les plages du sud. Les indices annoncent même du mieux sur la croissance pour la rentrée. Hier, le ministre français de l'Économie, Pierre Moscovici, assurait : « On sort de la récession. l'amélioration est là pour 2014 » Mais tout est fragile. L'économie, et plus encore la politique. Deux crises gouvernementales l'ont signalé à la veille des vacances, au Portugal puis en Italie.

Ces événements nous ont rappelé que l'euro est entré en crise pour des raisons financières, mais aussi politiques. C'est bien le manque de crédibilité politique de Silvio Berlusconi qui a plombé l'Italie en 2011 : les marchés lui faisaient payer toujours plus cher le remboursement de sa dette, alors que l'économie nationale n'était pas la plus mal en point.

Et n'oublions pas que tout a failli éclater à l'automne 2011 à cause d'une crise politique en Grèce : des manifestations violentes contre l'austérité, qui provoquent la démission sous forte contrainte européenne du Premier ministre Papandreou. Avec à chaque reprise un effet domino sur les voisins…

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Quatre pays au moins donnent des signes d'instabilité politique, tous les quatre étant déjà sous haute surveillance économique.

■ Poussée de fièvre en Italie

Le pays vient de connaître une poussée de fièvre avec la condamnation de Silvio Berlusconi, qui menaçait de faire tomber le gouvernement d'Enrico Letta. « Il doit aller de l'avant », a rassuré le Cavaliere, alors que ses parlementaires avaient donné leur démission. Ce n'est qu'un répit, il a jusqu'au 15 octobre pour faire valoir ses intentions et monnayer sa tranquillité.

■ Démission au Portugal

Lisbonne avait précédé début juillet, avec la démission du gouvernement du chef du parti conservateur Paulo Portas. La coalition s'est rabibochée, mais l'attelage est fragile. Résultat : les marchés infligent au pays un taux très élevé de remboursement de sa dette (6,5 %, contre 2,2 % en France), ce qui plombe l'économie.

■ L'Espagne ne va pas mieux

En Espagne, le président du gouvernement Mariano Rajoy reste sous la menace d'un scandale de corruption. Et comme l'opposition socialiste est également frappée par des scandales, l'absence d'alternative fait craindre le pire.

■ La Grèce encalminée

Athènes ne pourra probablement jamais rembourser, mais doit faire semblant en attendant que les Européens s'accordent. Le gouvernement de coalition en est évidemment fragilisé.

Tout va bien, donc. Mais rappelons-nous : fin juin 2011, le conseil européen se félicitait du succès de son action. En juillet, la crise éclatait, ouvrant un été qui faillit être meurtrier…

Francis BROCHET

– 0,6 C'est en pourcentage la prévision de contraction du PIB dans la zone euro en 2013 selon la Banque centrale européenne qui a publié son rapport semestriel jeudi dernier. Initialement, cette contraction était limitée à -0,4 %. D'où l'optimisme plus mesuré à Bruxelles qu'à Paris.

Indicateurs

> Un chômage record

Espagne : 27 % prévu en 2013
Grèce : 27 %
Portugal : 18,2 %
Zone euro : 12,2 %
Italie : 11,8 %
France : 10,6 %

> Une croissance en berne

Grèce : -4,2 % prévu en 2013
Portugal : -2,3 %
Espagne : -1,5 %
Italie : -1,3 %
Zone euro : -0,5 %
France : -0,1 %

> Des déficits abyssaux

Espagne : -6,5 %
Portugal : -5,5 %
Grèce : -3,8 %
France : -3,9 %
Zone euro : -2,9 %
Italie : -2,9 %

> Une dette explosive

Grèce : 160,5 % de la richesse nationale (PIB)
Italie : 130,3 %
Portugal : 127,2 %
Zone euro : 92,2 %
France : 91,9 %
Espagne : 88,2 %

(Sources : Commission européenne (mai 2013) et Eurostat)

Photo DR

Questions à Yves Bertoncini

directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors

« Il y aura une poussée eurosceptique, mais… »

Faut-il s'inquiéter de la situation en Italie ?
Oui, car l'Italie représente 18 % du PIB de la zone euro. Son économie est plutôt saine, mais pas son système politique, avec un mode de scrutin baroque donnant ce gouvernement de coalition brinquebalant.

Le problème italien est donc plus politique qu'économique ?
C'est le contraire de l'Espagne, dont le système politique est binaire, plutôt stable, et la situation économique préoccupante. Mais il faut voir que l'Europe a eu la chance d'être d'abord confrontée à des crises dans des économies modestes, périphériques (Grèce, Irlande, Portugal, Chypre). Elle a depuis eu le temps de se donner les moyens de répondre à une crise en Italie ou en Espagne. Aussi bien du côté de la Banque centrale européenne, avec sa politique monétaire très engagée, et la diplomatie de la parole de son président Mario Draghi. Mais aussi du côté des États, par la création du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Et si le Parlement élu en mai 2014 est dominé par les eurosceptiques ?
Il y aura une poussée eurosceptique, mais pas de nature à bloquer le système ni à déstabiliser la zone euro. Dans le Parlement actuel, on compte une centaine de députés eurosceptiques ou europhobes, 130 avec les conservateurs britanniques. Ce total atteindra au grand maximum 200 dans le nouveau parlement, sur 751 députés… On les entendra davantage, mais cela poussera surtout les partis *mainstream* (conservateurs, sociodémocrates, libéraux et écologistes) à davantage de compromis pour assurer des majorités.

Propos recueillis par F.B.

« Je n'ai fait aucune révision de la prévision de croissance de la France pour 2013. Ce qui compte c'est la pente, c'est l'orientation et il faut que les Français sachent que nous sommes vraiment sortis de la récession, que la croissance s'annonce. »

Pierre Moscovici
Ministre de l'Economie, hier, lors d'une visite à Roissy

Timide reprise en vue

En Europe comme en France, bonnes et mauvaises nouvelles se chevauchent. Il y a du mieux, assurément : jeudi, l'OCDE pointait, après d'autres, une « inflexion positive » de la croissance dans la zone euro.

Et Yves Bertoncini (lire par ailleurs) souligne que l'Europe est mieux armée pour affronter une nouvelle crise. Preuve en est du calme sur les marchés, en particulier sur les taux d'emprunt des pays hier attaqués – à l'exception de la Grèce, mais aussi du Portugal. L'histoire récente apprend cependant que cette brise d'optimisme peut vite retomber. La reprise est timide : le FMI vient de revoir ses prévisions de croissance à la baisse, avec un modeste +1 % l'année prochaine. Et les réformes avancent lentement : l'union bancaire n'est pas prête à faire face à une crise demain, l'Allemagne traîne des pieds pour solder le problème grec… Chacun pressent que la montagne de dettes ne sera pas payée. Reste à savoir comment. Cette incertitude suffit à entretenir la nervosité.

F.B.

Afrique Le deuxième tour de la présidentielle au Mali vu par les expatriés en France

Un vote capital pour les Maliens d'ici

Les Maliens de France se sont rendus hier aux urnes. Au-delà de l'opposition entre les partisans des deux candidats en lice, l'avenir du Nord du pays divise la communauté. Le résultat global de l'élection n'était pas connu hier soir.

« Je veux voter. J'ai le droit de voter », crie Moussa. Hier, en fin de matinée, le jeune Malien expatrié en France avait du mal à retrouver son calme. Il n'a pas pu participer au second tour de l'élection présidentielle de son pays. La scène se passe devant le consulat du Mali en région parisienne où vit la plus grande communauté malienne de France, qui compte entre 120 000 et 200 000 ressortissants. Le bureau de vérification des identités a été installé à même le trottoir. À la bonne franquette. « Il n'avait pas sa carte d'électeur. Il avait seulement un récépissé. Les autorités auraient pu trouver une solution. Ce sont elles qui n'ont pas réussi à envoyer les cartes à temps », explique un de ses amis. Comme pour le premier tour le 28 juillet dernier, la représentation diplomatique de Bamako a dû faire face à de nombreux mécontentements. « C'est quand même fou. Avec mes cinq frères et sœurs, nous avons fait la demande de carte d'électeur ensemble. Un seul d'entre nous l'a obtenue. Moi, on m'a dit de revenir la semaine prochaine… un peu tard… Je rêve ! », s'emporte Bakary.

« Cette mauvaise organisation, c'est de la faute des fonctionnaires de l'ambassade, ce sont tous des partisans de Soumaïla Cissé », croit savoir un partisan d'Ibrahim Boubacar Keita, l'autre candidat qualifié pour le second tour. Pour ne rien arranger à cette pagaille, de nombreuses rumeurs ont circulé.

Le Nord divise

Des partisans de Cissé auraient tenté d'acheter des voix. « Certains essayent de faire passer Cissé pour le candidat de l'argent car il a travaillé pour des entreprises occidentales. On tente également de faire peur en disant qu'il va importer tous les vices de l'Europe, comme les boîtes de nuits, les bars… Au Mali, cela peut influencer les gens qui sont majoritairement illettrés », explique la jeune Atoumata Diallo.

Mais, hier, les principaux débats portaient sur la division du pays entre Nord et Sud. Dans une robe orange traditionnelle, coiffée d'un grand foulard, Taï, originaire de Bamako, était ferme : « Pas question de donner son autonomie au Nord. Cela reviendrait à amputer le pays d'un de ses membres ».

La communauté malienne reste très divisée sur la question du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui regroupe une partie des ex-rebelles du Nord du Mali. « Si on ferme la porte, on ne pourra pas négocier. De toute façon, avant d'arriver à l'autonomie, il faudra passer par de nombreuses étapes », explique posément Mamadou. « Le MNLA est très minoritaire et ne représente qu'une petite partie des Touaregs. Ce n'est pas à lui de décider de l'avenir du Nord du pays. Dans cette région, différentes ethnies cohabitent. Les Sonrhaï sont également très nombreux », explique Mohamed Touré, musulman pratiquant dont les parents habitent Gao. « Et surtout, il faut arrêter de faire des cadeaux aux Touaregs. Ils ont toujours été les enfants gâtés de notre République », conclut Bassy Diakité.

Patrice BARRÈRE

■ **Entre 120 000 et 200 000 Maliens vivent en France. Près de 30 000 sont inscrits sur les listes électorales.** Photo Alsace/P.B.